

CHANGER DE POLITIQUE AGRICOLE EN EUROPE ET EN FRANCE



Garantie de prix agricoles rémunérateurs (grâce à des protections douanières, des outils de maîtrise des productions et une gestion des marchés) pour des volumes plafonnés par actif, couvrant les coûts moyens de production et une juste rémunération du travail, incluant la couverture sociale.

Instauration, dans certaines filières (fruits et légumes), de règles de répartition de la valeur ajoutée (prix minimums aux producteurs, coefficients multiplicateurs),

Aides spécifiques aux agriculteurs en situation moins favorable (montagne, etc.), à l'emploi agricole, à la transition vers une agriculture écologique,

Plan de relocalisation de la production de protéines végétales fourragères et de reconquête de l'indépendance protéique de l'Europe, incluant une protection contre les importations de soja,

Rémunérations spécifiques de services d'intérêt général rendus par les agriculteurs (aménagement du territoire, protection de l'environnement), **Soutien aux filières alternatives labellisées, vivrières, courtes de proximité, biologiques, de qualité et équitables :**

aides à l'installation, la formation et l'accompagnement des paysans, aux outils de transformation et à l'achat de produits par la restauration collective ; révision du code des marchés publics,

Planification de la transition écologique de l'agriculture, intégrant un calendrier de substitution progressive des produits de l'agro-chimie,

Abandon des objectifs d'intégration d'agro-carburants, Moratoire sur les OGM cadre de recherche transparent et indépendant des lobbies sur les effets des OGM et sur les biotechnologies,

Plans contre la précarité en milieu agricole et en faveur des retraités et des salariés agricoles,

Véritable politique foncière nationale pour stopper, puis inverser la concentration des terres,

Plan de financement national de la nouvelle politique agricole par le secteur bancaire sous contrôle public,

Refonte de l'organisation des Chambres d'Agriculture dans le sens de l'intérêt général,

Coopération internationale en faveur de politiques de souveraineté alimentaire, de soutien aux agricultures paysannes et de préservation des écosystèmes.



Alimenter l'Humanité, faire face à la crise écologique

POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL



Crise agricole, crise alimentaire, crise écologique

La production agricole mondiale permettrait de nourrir l'ensemble de la population. Mais, plus d'un milliard de personnes souffre de faim, du fait de l'inégale répartition des ressources et des revenus. **Plus de 75% de celles-ci sont des paysans ou autres travailleurs de l'agriculture**

La pauvreté des campagnes se diffuse dans les villes : des centaines de millions de ruraux s'entassent dans les bidonvilles au travers le monde. Bon nombre cherchent légitimement à rejoindre les régions les plus riches de la planète.

Comment en est-on arrivé là ? : Avant tout par la libéralisation des marchés.

Seuls 15% des produits agricoles sont échangés entre pays, mais l'ensemble des agricultures du monde sont mises en concurrence sur un même marché. Les moins productifs, qui travaillent quelques hectares, ne peuvent s'en sortir ! De plus, des millions d'hectares sont accaparés dans le monde par de grandes firmes. L'indépendance et la sécurité alimentaires de nombreux pays se détériorent, augmentant la vulnérabilité des populations, comme l'a montré la crise de 2008.

Dans le même temps, les modèles de production agricole et de consommation alimentaire dominants contribuent à la crise écologique : dégradation des sols, baisse de la biodiversité, réchauffement climatique, contaminations de l'environnement.

En France, c'est la saignée du monde paysan, comme en témoigne par exemple la crise laitière. Trois exploitations sur quatre ont disparu en 40 ans, l'emploi agricole s'effondre, les revenus agricoles ont baissé de 34% en 2009, de plus en plus de paysans ne peuvent vivre de leur travail, des savoir-faire se perdent. Les jeunes ne veulent plus s'installer ou sont découragés par le coût de la terre. Dans le même temps, l'Europe brade ses excédents agricoles sur le marché mondial, contribuant ainsi à la ruine de millions de paysans, tout en important massivement du soja du Brésil pour nourrir ses animaux au lieu de produire ses propres protéines végétales. L'Europe subventionne la production d'agro-carburants, alors qu'ils sont synonymes d'aberration écologique et de catastrophe sociale dans nombre de régions du monde.



Pour une politique agricole au service de l'intérêt général Participez aux combats du Parti de Gauche

Nom Prénom.....
Adresse Ville

Tél Email

- Je soutiens les actions du Parti de Gauche Je souhaite être informé des activités du Parti de Gauche
 Je souhaite rejoindre le Parti de Gauche Je verse un don de euros

à l'ordre de l'AFPG pour soutenir les campagnes du Parti de Gauche

À retourner à :  63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr

LA CRISE N'EST PAS UNE FATALITÉ : ELLE RÉSULTE DE CHOIX POLITIQUES AU SERVICE DU CAPITAL

La libéralisation impulsée par l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI et l'Union Européenne (via notamment les Accords de Partenariat Économique) sert les intérêts de quelques firmes multinationales et du capital financier qui y est investi : compression des prix payés aux producteurs, expansion des marchés, profits colossaux. Sans parler de la mainmise sur le vivant via les OGM, autre source de profit aux dépens des paysans !

De plus, dans nombre de pays, le bas prix des produits agricoles (et donc des aliments de base) permet au capital de maintenir de faibles salaires dans tous les secteurs d'activité et d'y délocaliser les productions industrielles.

Ne nous laissons pas endormir par les belles paroles de Sarkozy («je ne laisserai pas tomber l'agriculture française» (sic !)) : lui et les gouvernements de droite sont les principaux artisans de cette libéralisation. Il est, de plus, l'un des promoteurs de la «bolkensteinisation» de l'agriculture française, avec l'exploitation d'une main d'œuvre originaire d'Europe de l'Est peu coûteuse, souvent des paysans ruinés par la même libéralisation...

En Europe, la crise agricole est liée au démantèlement des politiques de soutien des prix (droits de douane, gestion des marchés, maîtrise des productions, notamment les quotas laitiers). Commencé dans les années 90, ce démantèlement se poursuit, avec le soutien des gouvernements de droite et, bien souvent, des partis sociaux-démocrates.

Le démantèlement de la Politique Agricole Commune (PAC) bénéficie à quelques agri-managers, au complexe agro-industriel et à la grande distribution. Il sert aussi de monnaie d'échange dans les négociations internationales pour faciliter l'ouverture des pays du Sud aux investissements des multinationales européennes de l'industrie et des services.



Les libéraux veulent nous faire croire que la baisse des prix agricoles bénéficie aux consommateurs. Mensonge ! Elle permet en réalité à la grande distribution d'accroître ses profits. Ainsi, entre octobre 2007 et octobre 2009, les prix alimentaires ont augmenté de 4% alors que, dans le même temps, les prix agricoles à la production diminuaient de 18%.

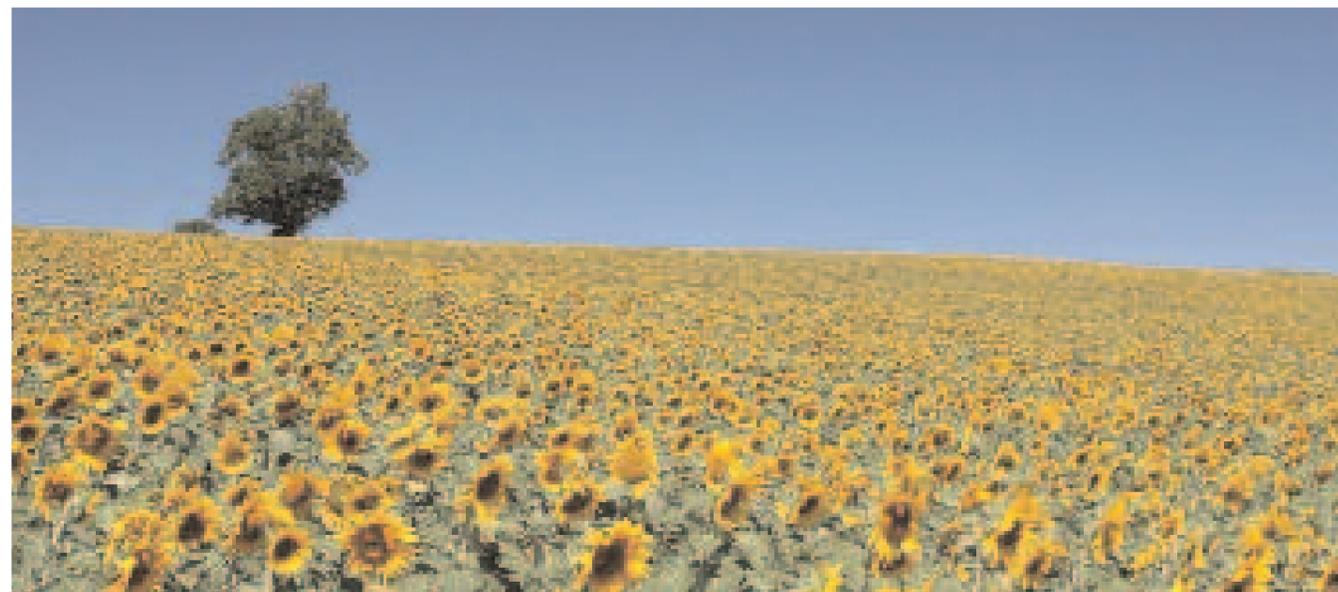
Les politiques foncières, de financement de l'agriculture et de recherche favorisent la concentration de l'agriculture et le modèle productiviste.

La libéralisation de l'agriculture et les modèles actuels de production et consommation mènent l'Humanité à une **catastrophe sociale, alimentaire et écologique** :

- des centaines de millions de paysans peuvent encore être ruinés et expulsés de leurs terres ;
- les ressources limitées (terre, eau, énergie, phosphates) ne permettront pas de nourrir avec le même modèle 3 milliards de personnes de plus en 2050, d'autant que l'agriculture souffrira du réchauffement climatique ;
- la déforestation et la destruction des écosystèmes se poursuivent ;
- l'agriculture contribue elle-même au réchauffement climatique.

En France, le démantèlement de la PAC organisé par Sarkozy et ses alliés européens mène à une nouvelle saignée du monde paysan et à une agriculture essentiellement concentrée aux mains de quelques dizaines de milliers d'agri-managers.

UNE AUTRE POLITIQUE EST NÉCESSAIRE ET POSSIBLE



Ces évolutions ne sont pas une fatalité ; partout des initiatives indiquent la direction à prendre : mouvements de défense de la souveraineté alimentaire, agriculture biologique, circuits courts.

Au delà, il faut des politiques qui répondent à l'intérêt général des générations actuelles et futures, c'est-à-dire visant :

- la reconnaissance du **droit à la souveraineté alimentaire** de chaque pays ou grande région du Monde, au service d'une alimentation suffisante et de qualité pour tous,
- le soutien à l'agriculture paysanne, l'accès des paysans à la terre et à des prix rémunérateurs,
- la transition vers une **agriculture écologique** et des **modes de consommation viables** à long terme, ce qui implique la **relocalisation** d'une partie des productions.

En France et en Europe, cela signifie promouvoir une agriculture paysanne, vivrière, diversifiée, autonome, créatrice d'emplois, avec des revenus mieux répartis et en transition vers l'«après-productivisme».

Pour cela, il faut **rompre avec la domination du capital sur l'agriculture et l'alimentation**, c'est-à-dire avec la confiscation du foncier, la surexploitation de la main d'œuvre salariée, la captation de la plus-value agricole par les intermédiaires, la casse des politiques agricoles, la promotion de la surconsommation, la marchandisation du vivant.

DES MESURES CONCRÈTES POUR ALIMENTER L'HUMANITÉ ET FAIRE FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE AU NIVEAU INTERNATIONAL

- Reconnaissance du **droit à la souveraineté alimentaire**,
- **Fin des pressions** exercées sur les pays du Sud pour qu'ils libéralisent leurs marchés agricoles,
- **Régulation des marchés agricoles mondiaux** et constitution de stocks au service d'une sécurité alimentaire globale, sous l'égide des Nations-Unies et avec participation de la société civile,
- À défaut d'accords internationaux satisfaisants, **politique douanière** européenne garantissant que les produits importés soient fabriqués dans des conditions sociales et environnementales acceptables et soient payés à un juste prix aux producteurs,
- **Non-brevetabilité du vivant** ; création d'un mécanisme juridique de protection des ressources génétiques et de reconnaissance du droit des paysans à les utiliser,
- Remise à plat des programmes internationaux et nationaux de **recherche agronomique**, d'**appui technique aux paysanneries et de formation**, au service de la production alimentaire et de la transition écologique de l'agriculture, en s'appuyant sur les savoir-faire paysans.